

Mouvement National de Libération de l'Azawad

oooooooo

MNLA

Unité – Liberté - Justice



Mise au point du MNLA

De sources bien informées et concordantes, le MNLA a appris que le Mali projetait d'attaquer les positions militaires tenues par ses unités à Anefis, Kidal et Menaka et qu'il avait, pour cela, mobilisés 300 véhicules. Le MNLA informe l'opinion publique nationale et internationale qu'il n'hésitera aucunement à réagir militairement à toute provocation des putschistes de Bamako.

Aussi, le MNLA informe les azawadiens que tous ses combattants sont prêts à mourir, jusqu'au dernier d'entre-eux, pour protéger les populations de l'Azawad contre les inévitables exactions de l'armée malienne. Cette armée de putschistes, composée de criminels avérés, déjà largement dénoncés par Amnesty International et Human Rights Watch, ne parviendra à mettre la main sur nos populations qu'après avoir exterminé le dernier des soldats du MNLA, et ce, quels que soient les soutiens dont bénéficient les putschistes de Bamako.

Le MNLA précise très clairement qu'il pourrait avoir la terre entière contre lui qu'il n'acceptera jamais de livrer les populations civiles de l'Azawad aux horreurs de l'armée malienne sans avoir combattu jusqu'au dernier souffle du dernier de ses combattants.

Par ailleurs, le MNLA a également appris que les membres du « Groupe de contact et de soutien du Mali », réunis à Bamako, ont unanimement demandé le désarmement du MNLA comme « préalable » à toute négociation politique. Aussi, nous les informons que le MNLA ne désarmera que le jour où un véritable accord politique protégera réellement nos populations et qu'un vrai statut juridique, politique et définitif soit trouvé à l'Azawad qui est notre territoire historique depuis des millénaires, n'en déplaise aux annexions coloniales et autres contrefaçons historiques.

Le MNLA rappelle, à toute fins utiles, que la France coloniale est responsable du découpage territorial à la source du tragique conflit que nous vivons depuis plus de 52 ans. D'autre part, nous rappelons également que la France n'a jamais protégé nos populations au cours de toutes ces « très longues » années de souffrances, de tortures et de massacres. Encore aujourd'hui, la France reste incapable de protéger les civils azawadiens des horreurs de l'armée malienne alors-même qu'elle a pris la lourde responsabilité de la réinstaller sur le territoire de l'Azawad.

Le MNLA tient également à rappeler l'incohérence du soutien « inconditionnel » accordé aux putschistes de Bamako car le gouvernement malien n'a aucune légitimité institutionnelle, c'est un gouvernement de putschistes disposant, de surcroît, d'une bande armée, accompagnée de milices ethniques, faisant office

d'« armée régulière ». Les « soldats maliens » ne se sont jamais distingués autrement que dans l'assassinat, la torture, le viol et la spoliation des civils azawadiens. A ce jour, aucun autre « fait d'armes » ne leur est connu. Les terroristes du Mujao, d'Aqmi et d'Ansar Dine sont combattus par les soldats français, les soldats tchadiens ET les soldats du MNLA, quand bien même le discours officiel français cherche à « dissimuler » l'engagement concret du MNLA dans la lutte contre le terrorisme. Le MNLA précise que cette dissimulation dans le discours officiel français n'est pas de nature à instaurer un climat de confiance, surtout après le troublant précédent de l'affaire « Abdoukarim Ag Matafa ».

En effet, le MNLA n'a pas oublié le piège tendu à Abdoukarim AG Matafa et à ses compagnons ; et si le MNLA est resté conciliant, cela ne signifie nullement qu'il est dupe. Le MNLA n'est dupe de rien et, en tout état de cause, il tient la France entièrement responsable de la dramatique situation qui prévaut dans l'Azawad, de même qu'il tient la France pour premier responsable du sort des azawadiens dans les villes réoccupées par le Mali à la suite de l'opération Serval car depuis le déclenchement de cette opération, plus de 380 azawadiens ont été assassinés par l'armée malienne au vu et au su de l'armée française qui se déclare « officiellement » aux cotés de l'armée malienne, aux côtés des putschistes de Bamako.

Le MNLA a été scandalisé par les déclarations de la diplomatie française qui « prépare le terrain » aux exigences maliennes de désarmement d'un mouvement populaire et révolutionnaire qui n'a d'autres aspirations que de vivre en paix sur son territoire et protéger son peuple contre des exactions commises au grand jour, avérées et confirmées par les organisations internationales des droits humains.

Comment la France peut-elle exiger du MNLA qu'il accepte d'être « cantonné et désarmé au même titre que tous les groupes armés » ? Doit-on comprendre que le MNLA est subitement logé à la même enseigne que les groupes terroristes qui ont prospéré à l'ombre du palais présidentiel de Koulouba ? Par ailleurs, ce cantonnement et ce désarmement, vaut-il aussi pour les bandes armées du Mali et leur milices ethniques qui massacrent nos populations ? Ou bien cela concerne-t-il seulement le MNLA ?

D'autre part, il nous semble utile de préciser que si Kidal et les zones tenues par le MNLA échappent aujourd'hui aux massacres des soldats maliens, cela est dû à la seule présence des soldats du MNLA et non pas à la présence de l'opération Serval. Pour rappel, les régions de Gao et de Tinbougoutou sont en toute impunité livrées aux massacres sans fin des soldats maliens alors-même que l'opération Serval est justement « aux côtés de l'armée malienne ».

Comment se fait-il que la France fasse table rase des très graves exactions commises par les bandes armées du gouvernement putschiste de Bamako ? Comment se fait-il que la diplomatie française déclare que « Dans un pays démocratique, il ne peut pas y avoir deux armées ». Depuis quand les coups d'Etat militaires, agrémentés de massacres de populations civiles, et les « gouvernements putschistes » sont-ils qualifiés de « pays démocratiques » ?

Hier le parlement français a voté à l'unanimité la poursuite de l'opération Serval. Le premier ministre français a déclaré que l'opération Serval était une victoire militaire et politique. Au delà du fait que l'opération Serval soit menée par la seule armée française, car aucun autre Etat européen ne s'est aventuré à s'engager aux côtés des putschistes de Bamako, doit-on considérer les centaines de civils azawadiens, victimes des exactions du Mali, comme une « victoire politique et militaire » de l'opération Serval ?

Quoi qu'il en soit, s'il est une victoire que l'opération Serval avait déjà définitivement perdue dès les premières exactions des putschistes de Bamako sur les populations civiles azawadiennes, c'est bien la victoire morale.

Aussi, pour répondre à l'exigence du désarmement de notre mouvement avant les élections de façade prévues pour juillet, le MNLA rappelle encore une fois qu'il ne désarmera pas avant qu'une solution définitive soit trouvée pour l'Azawad par un véritable accord politique qui protégera réellement nos populations. Le MNLA ne désarmera que le jour où un vrai statut juridique, politique et définitif sera trouvé à l'Azawad, pas avant, et encore moins, pour cautionner des pseudos-élections au Mali.

Le MNLA tiens à rassurer la population civile de l'Azawad et l'informe que, sous aucun prétexte, il ne les livrera aux criminels de l'armée malienne. Le MNLA s'est engagé à défendre le peuple de l'Azawad, il le défendra jusqu'au dernier souffle du dernier de ses combattants.

Kidal, le 23 Avril 2013

**Pour le MNLA/CTEA
Mossa Ag Attaher
Porte parole du MNLA
Chargé de communication du CTEA**